

Relance, confiance, gestion de trésorerie, financement : quelle vision des entreprises

?

20 FÉVRIER 2023

ORGANISATION, GESTION ET DÉVELOPPEMENT



Afin de mettre en lumière l'état d'esprit des entreprises françaises dans le contexte économique et géopolitique actuel et après une année 2022 chaotique, le cabinet ARC a mené, avec l'IFOP, une étude portant sur la perception par les entreprises françaises de l'avenir économique du pays, le financement des TPE-PME ainsi que sur la problématique des délais de paiement ces trois derniers mois et leur impact sur la gestion de trésorerie.

En voici les principales observations :

- 80 % des entreprises interrogées ne prévoient pas de croissance de leur activité au 1er semestre 2023.
- 33 % des entreprises ne pensent pas pouvoir faire face au remboursement cumulé de leurs créances, PGE, investissements et factures.
- Plus de 7 entreprises sur 10 (73 %) ont déclaré que c'est en premier lieu via l'allongement des délais de paiement des fournisseurs que seraient compensés les besoins en trésorerie.

« Aujourd'hui, alors que le financement est la préoccupation majeure et quotidienne des entreprises, et tout particulièrement des TPE-PME, les répondants pensent que les assureurs crédits se désengageront des petites et moyennes entreprises, tout comme les banques vis-à-vis de celles qui n'ont pas encore remboursé leur PGE utilisé. Les sociétés qui feront face à une réduction des encours de la part des assureurs crédits devront payer comptant leurs factures auprès de leurs fournisseurs, impliquant de disposer de cash alors même qu'elles manquent déjà structurellement de fonds propres.

C'est presque sans surprise que nous avons constaté, dans le cadre de notre étude, que plus de 7 sociétés sur 10 considéreraient l'allongement des délais de paiement comme le premier levier pour la gestion de trésorerie, ces derniers risquant de devenir une variable d'ajustement comme le déclaraient 80 % des sondés en septembre dernier. Dans ce contexte, la crainte d'une augmentation des dépôts de bilan est massive, redoutée comme à minima importante pour 39 % des entreprises interrogées, dans une conjoncture marquée par l'inflation, la hausse des coûts de l'énergie ou la fin du quoi qu'il en coûte » commente Denis Le Bossé, Président du cabinet ARC.